

## **Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 10 au 16 janvier 2015**

### **Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 10 au 16 janvier 2015**

19/01/2015

#### **Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 10 au 16 janvier 2015**

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une synthèse relative aux saisines et aux décisions du Conseil constitutionnel.*

##### **Saisine :**

**· Cons. const., affaire n° 2015-458 QPC du 15 janvier 2015 :**

- Code pénal, article 227-17
- Code de la santé publique, articles L. 3111-1, L. 3111-3 et L. 3116-2.

##### **Décision rendue et publiée :**

**· Cons. const., décision n° 2014-8 LOM du 8 janvier 2015 [publiée au Journal officiel du 11 janvier 2015] :**

« Article 1er.- Sont intervenus dans une matière ressortissant à la compétence de la Polynésie française :

- les mots « en Polynésie française » figurant au paragraphe I de l'article 30 de la loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit ;
- les mots « en Polynésie française » figurant au paragraphe I de l'article 77 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, en tant qu'ils rendent l'article 59 de cette loi applicable en Polynésie française ».

##### **Décisions rendues et non publiées :**

**· Cons. const., décision n° 2014-709 DC du 15 janvier 2015 :**

« Article 1er.- Le troisième alinéa de l'article 760 du code général des impôts est contraire à la Constitution.

Article 2.- Les deux premiers alinéas de l'article 760 du même code sont conformes à la Constitution.

Article 3.- La déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 1er prend effet à compter de la publication de la présente décision dans les conditions fixées au considérant 15 ».

**· Cons. const., décision n° 2014-436 QPC du 15 janvier 2015 :**

« Article 1er.- L'article 6 de la loi relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral est conforme à la Constitution.

Article 2.- Le 3° du paragraphe I de l'article 10 de cette même loi est contraire à la Constitution ».

· **Cons. const., décision n° 2014-438 QPC du 16 janvier 2015 :**

« Article 1er.- La deuxième phrase du second alinéa de l'article L. 621-12 du code de commerce, dans la rédaction de cet article résultant de l'article 17 de l'ordonnance n° 2008-1345 du 18 décembre 2008 portant réforme du droit des entreprises en difficulté, est conforme à la Constitution ».

**La Rédaction Législation.**